



## PIÈCES À JOINDRE

- Statuts à jour** (datés et signés)
- Certificat K bis** du registre du commerce et des sociétés (de moins de 3 mois)
- Détail par clients du chiffre d'affaires total correspondant au dernier exercice clos** ou depuis le début de l'exercice pour les premières demandes, **classé par catégories, médias et hors-médias** (médias, institutionnels et entreprises, autres). Cette liste, établie par le gérant de la société, doit être certifiée par un expert-comptable pour les entreprises disposant d'un chiffre d'affaires supérieur à 250 000 €
- Note de présentation** de l'entreprise précisant la nature de ses activités et ses perspectives d'évolution
- Compte de résultat du dernier exercice clos** à la date de dépôt du dossier
- Copie d'un **bulletin de salaire** du mois de référence de la masse salariale des principaux collaborateurs
- Convention d'occupation (bail commercial)

Le représentant légal de l'agence certifie sur l'honneur que les renseignements fournis ci-dessus sont sincères et véritables et, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée, que l'entreprise :

- tire ses principales ressources de la fourniture à la presse d'articles, informations, reportages, photographies et autres éléments de rédaction ;
- ne se livre à aucune activité de relations publiques ni ne fait de publicité en faveur des tiers ;
- ne fournit pas gratuitement des éléments de rédaction.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom et qualité du signataire (le représentant légal)

*La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire qui concerne les entreprises individuelles et les personnes physiques nommément citées. Elle leur garantit un droit d'accès et de rectification pour les données les concernant auprès de la Commission paritaire des publications et agences de presse.*

### **Article 441-6 du Code Pénal**

*Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu.*